

2,4 milliards de bénéfices Ils n'en ont pas encore assez !

2,4 milliards de bénéfices engrangés en 18 mois, **17 000 emplois CDI supprimés en moins de 4 ans** ne suffisent pas à Carlos Tavares et aux actionnaires de PSA. Il leur faut encore une nouvelle charrette et plus de sacrifices pour augmenter les bénéfices.

Ce 4ème plan de 2133 suppressions d'emplois sous forme de pré-retraite et de départs de moins en moins volontaires est inacceptable et totalement injustifié. Car il faut dire la vérité : il y a de moins en moins de volontaires pour quitter le groupe et de plus en plus de pressions pour pousser les salariés à prendre la porte.

Tous les voyants financiers sont au vert, les aides de l'Etat, comme les **200 millions touchés en 3 ans au titre du CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi*)** continuent d'alimenter à fond perdu les caisses de PSA et pourtant la direction de PSA demande à nouveau, des sacrifices importants aux salariés du groupe.

La direction qui continue à exercer un chantage abject :

« Ton poste est supprimé, il faut te chercher du travail ailleurs ! Tu pars, ou c'est la chaine du montage ! ».

Une situation inacceptable !

Des ouvriers, des techniciens, des administratifs qui exercent leurs fonctions depuis des années sans ménager leurs efforts, voilà le remerciement!

Ces 2133 suppressions d'emplois vont se traduire directement par une surcharge importante de travail pour les salariés qui restent.

Une direction cynique qui essaie de faire croire dans la presse qu'elle cherche des RU(s) qui seraient introuvables alors qu'elle vide les bureaux et supprime un maximum de postes d'ETAM.

Nous ne sommes pas dupes, leurs vrais objectifs ce sont des ETAM poussés à la porte, des carrières d'ouvriers bloqués et des RU(s) recrutés en intérim ou dans des groupements employeurs avec des paies à peine supérieures à celle d'un ouvrier.

Sans une mobilisation, la direction continuera sa politique de découpage des usines en tranches. La prochaine étape, la direction ne s'en cache pas ce sont des externalisations de secteurs entiers aux profit de sociétés plus ou moins bancales avec des salaires aux rabais.



Et la promesse des 1000 CDI ?

Les 1000 CDI seront surtout ingérés par la nécessité de la numérisation du groupe, mais ces emplois pourraient se faire à travers l'absorption d'entité.

Si le groupe n'a pas ou plus les compétences pour exercer une activité particulière, il pourrait acheter une entreprise spécialisée dans ce domaine.

Les salariés qui la composent et par conséquent intégrés compteraient dans les promesses d'embauches.

Encore un artifice qui ne trompe que ceux qui le veulent bien ! Le nombre d'ouvriers ? « 0 »



Le DRH du groupe en visite au pôle régionale nord

Ce mardi 8 novembre, le directeur des ressources humaines du groupe était en visite à Sevelnord pour rencontrer l'ensemble des organisations syndicales de la FM, Sevelnord et Valenciennes.

La CGT lui a fait savoir qu'il n'est pas acceptable de n'accorder que 2 questions par organisation syndicale et à peine quelques minutes. ... Un manque de considération pour les représentants des 7000 salariés du pôle.

Un pôle durement touché par les suppressions de postes passées et à venir : depuis 2013 800 CDI à SEVELNORD, 300 à valenciennes et 1 400 à Douvrin).

Il faut y ajouter pour 2017 : 278 emplois en moins : 133 à Hordain, 52 à Valenciennes et 93 à Douvrin

La totalité de la logistique du groupe à GEFCO, quel impact?

Le nouveau contrat d'un montant de 8 milliards d'euros, qui prendra effet pour une durée de cinq ans, porte sur la conception et la mise en œuvre des solutions transport-logistique

GEFCO va donc gérer et optimiser l'approvisionnement des usines de production et d'assemblage en composants, jusqu'à la distribution des véhicules finis.

Le groupe envisage-t-il de vendre les caristes à GEFCO ? Faut-il craindre une vente des autres secteurs comme l'affûtage, la métrologie, un changement d'horaire aux fluides ?

Réponse : « Allez vers la collaboration avec d'autres partenaires et le compactage va dans le sens de la modernité, le groupe n'est pas encore assez moderne ! » Un commentaire qui en dit long

Ils signent après, ils pleurent !

Ils ont été nombreux les signataires du NCS à pleurer dans les jupons de la direction.

Pour la CGC : le surcroît d'activité des ETAM(s) et des cadres suite aux suppressions de postes devient difficile.

Pour FO : Le climat social devient difficile dans les ateliers !

Pour la CFTC : la gestion des stocks au plus bas implique des samedis affichés et du mécontentement.

Autant de raisons pour lesquels, la CGT a refusé de signer le NCS et le NEC.

Difficile pour ces syndicats d'assurer le service après-vente auprès des salariés, d'un accord de régression sociale sans la moindre contrepartie. Mais ce n'est pas quand on a signé qu'il faut se plaindre !

Mais le directeur des ressources les a remercié, grâce à eux le groupe est riche à milliards !

Ce dernier les a assuré d'une chose, c'est que cela ne suffira pas et qu'il faut continuer les efforts !

Pour la CGT, ces milliards d'€ de bénéfices engrangés depuis 18 mois et les millions d'€ d'aides au titre du CICE ne peuvent servir à continuer à saigner l'emploi.

La CGT revendique l'arrêt des projets de compactages et des externalisations, l'embauche des intérimaires et contrat Pro présent sur chaque site du pôle, Il y a urgence à améliorer des conditions de travail et à lever le gel des salaires !

Calmos camarades CFDT !

En réponse au dernier tract de la CFDT, nous tenons à leurs préciser que la CGT ne compte pas se présenter aux prochaines élections présidentielle, nous avons bien trop de choses à faire, ici à l'usine.



Concernent ce qu'ils citent comme « les événements du 14 octobre » en référence à l'affaire de JO et de Lionel » ces 2 délégués CGT accusé fausement de menaces et de séquestrations.

Il n'y a pas de danger que cela arrive à leur 1^{er} responsable, Le bien nommé

« sucette » par ces collègues en référence à sa proximité avec les chefs.

On peut comprendre qu'avec leurs 6 % des voix aux dernières élections que la CFDT veut faire semblant d'exister mais faut ne quand même pas pousser !

*Le CICE : Destiné à promouvoir le développement des entreprises, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est un dispositif fiscal entré en vigueur en 2013. Le gouvernement a accordé 40 milliards au patronat sans aucune garantie sur l'emploi.